

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

Supp. Auvergne au N° 295
27 janvier 2020

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Arrêt immédiat des poursuites et menaces disciplinaires contre les responsables académiques du SNES et des autres militants poursuivis !

Rupture de toute « concertation »

avec le gouvernement de la matraque et de la répression !

Il faut imposer aux dirigeants CGT, FO, FSU qu'ils décident : Pas de participation à la « conférence sur l'équilibre financier du régime « universel »!

Rupture de la discussion sur la prétendue « revalorisation » des enseignants !

Plusieurs militants (SNES, Solidaires, UNEF) de Clermont-Ferrand sont poursuivis par le gouvernement, et sur ordre express de Blanquer, menacés pour ce qui concerne les syndicalistes enseignants, de mesures disciplinaires pour avoir soutenu les enseignants en grève du lycée Blaise Pascal qui refusent la destruction du baccalauréat et les épreuves « E3C » qui l'impliquent.

Ce nouvel acte de répression s'inscrit dans la continuité de tous les actes de ce gouvernement. La violence policière (allant récemment jusqu'à l'assassinat en pleine rue d'un livreur), les inculpations aux abords des manifestations, le matraquage de manifestants à terre : tout cela ne doit rien à des « bavures ». L'appareil policier s'en donne à cœur joie, sûr de son impunité et du soutien total (quoi qu'il arrive) du gouvernement qui ordonne les violences. Telle est la réalité de l'État policier instauré par Macron Philippe.

Dans l'enseignement, les poursuites contre Patrick Lebrun et Fabien Clavaud s'inscrivent dans un ensemble de dispositions répressives prises par Blanquer qui se sont traduites notamment par les sanctions et mesures disciplinaires en cours contre des dizaines d'enseignants tentant de se dresser contre la liquidation du bac comme diplôme national anonyme (lycée de Nîmes, lycée de Montbrison par exemple).

Devant ces actes de répression, un devoir s'impose à toutes les organisations du mouvement ouvrier : réaliser leur unité y compris au niveau national pour l'arrêt immédiat des poursuites et menaces contre les militants et responsables syndicaux ! Défense inconditionnelle de ces militants !

Le gouvernement vient d'indiquer quelle était sa politique par rapport aux syndicats :

« dialogue social » avec les directions syndicales pour la mise en œuvre de ses contre réformes destructrices, répression contre tous les syndicalistes qui prétendraient s'opposer à ces contre réformes

Chacun peut le constater. D'un côté, le gouvernement ne cesse d'en appeler aux « partenaires sociaux » pour l'élaboration de ses réformes destructrices et obtient leur coopération. Ainsi la réforme- destruction des retraites a été discutée de manière continue depuis fin 2017 dans le cadre de la mission Delevoye d'abord, avec Edouard Philippe ensuite (Philippe Martinez, dirigeant de la CGT, faisait état fin décembre de 22 réunions de concertation sur les retraites). Le 14 décembre, les dirigeants syndicaux tiraient eux-mêmes le bilan de ces concertations : « *Au total, ce projet est donc quasi strictement le même que celui présenté dans le rapport Delevoye* » et concluaient : « *Aucun débat public ne peut avoir lieu sereinement sans le retrait de ce projet* ». De même, les dirigeants syndicaux discutent depuis des semaines de la prétendue « revalorisation » des enseignants, alors même que travailleurs et militants syndicaux subissent de manière de plus en plus systématique matraquage, gardes à vue et poursuites.

. Ce sont les deux faces de la même politique. Le gouvernement prend appui sur le « dialogue social » avec les dirigeants syndicaux et en même temps œuvre activement à la liquidation des syndicats comme organisations des travailleurs. Ainsi la récente réforme de la Fonction Publique qui liquide les commissions paritaires porte un coup terrible aux syndicats de la Fonction Publique.

« Conférence sur l'équilibre du régime universel », « discussion sur la « revalorisation » : un « dialogue social » dont le cadre est clair : la mise en œuvre de la réforme-destruction des retraites

Aujourd'hui le « dialogue social » entre dans une phase décisive. Il vise à transformer les syndicats en auxiliaires du gouvernement dans la mise en œuvre de la réforme -destruction des retraites.

Après que le gouvernement a adopté la loi sur le régime universel, à quelques jours de l'ouverture de la discussion à l'Assemblée, le gouvernement convoque à compter du 30 Janvier la « conférence sur l'équilibre du régime ». C'est se moquer des travailleurs que faire semblant de ne pas voir qu'il n'y a pas la moindre possibilité de sortir du cadre donné par le gouvernement. **Il s'agit d'une conférence de mise en œuvre du « régime universel »** où en aucun cas ne peut être discutée la prétendue « règle d'or » fixée par le gouvernement : le montant des retraites ne saurait excéder 13,8 % du PIB – donc baissera si ce dernier baisse – le « coût du travail » ne saurait être augmenté.

A partir de là, les directions syndicales peuvent proposer autant de solutions qu'elles voudront pour assurer l'« équilibre », autrement dit autant de solutions qu'elles voudront pour casser les garanties des travailleurs en matière de retraites. **Du moment où les dirigeants entrent dans la salle de « concertation », ils disent « Oui » à la réforme Macron !**

Il n'en va pas autrement de la discussion sur la prétendue « revalorisation ». Le Conseil d'État vient d'indiquer que toute évocation d'une « revalorisation » dans la loi était juridiquement nulle et non avenue. Au point que la direction de la FSU qui n'a pourtant pas à ce jour manqué une seule réunion de « concertation » vient d'indiquer par voie de communiqué :

« Maintenant, nous savons, de plus, que le gouvernement s'est moqué de ses agent.es. En effet l'engagement du gouvernement de les revaloriser par le biais d'une loi de programmation est battu en brèche : le Conseil d'État déclare au sujet de cette prétendue "garantie" qu'elle est condamnée à disparaître du texte car « ces dispositions constituent une injonction au gouvernement de déposer un projet de loi et sont ainsi contraires à la Constitution ». »

Mais avant même que le Conseil d'État ne « vende la mèche », tout le monde pouvait savoir, sauf ceux qui au sommet des directions syndicales affectaient de ne pas le savoir, que la discussion sur la « revalorisation » n'avait pas d'autre but que de faire avaler aux directions syndicales la réforme des retraites, et mieux encore la « redéfinition » du service des enseignants, l'individualisation des rémunérations, la liquidation de toutes les garanties statutaires. Tout le monde pouvait le savoir puisque c'est cela et rien d'autre qui était au programme des concertations sur la revalorisation

Cela suffit ! Il faut imposer aux dirigeants CGT, FO : n'allez pas à la « conférence sur l'équilibre du régime universel », aux dirigeants CGT, FO, FSU : rompez la concertation sur la « revalorisation » !

Dans toutes les manifestations, les dirigeants syndicaux scandent : « retrait de la réforme Macron ». Mais en même temps, ils ont participé et annoncent leur volonté de continuer dans cette voie à toutes les réunions de concertation de mise en œuvre de ladite « réforme ». Que Berger et la CFDT accourent avec enthousiasme à la « conférence sur l'équilibre », nul ne peut s'en étonner. Mais quel travailleur peut accepter l'annonce par Martinez (CGT) et Veyrier (FO) de leur intention de participer à la « conférence sur l'équilibre » ?

Le dernier communiqué de la FSU indique que sur la « revalorisation » le gouvernement a « baladé » les enseignants et les chercheurs. Mais il n'indique nullement à cette étape l'intention de la direction de la FSU de cesser d'être « baladée », c'est-à-dire son intention de rompre avec le gouvernement au moment même où ses propres militants sont sous le coup de la répression.

Nous invitons les travailleurs à faire parvenir sous toutes les formes aux dirigeants syndicaux l'exigence : « N'allez pas à la « conférence sur l'équilibre ! » comme l'a fait unanimement l'assemblée générale des chercheurs de Grenoble (40 voix pour, 0 contre)

Nous invitons les enseignants et chercheurs à faire parvenir aux dirigeants syndicaux de l'enseignement et de la recherche l'exigence : rompez la concertation sur la revalorisation ! Quittez le « comité de suivi de la réforme du lycée » (contre laquelle les enseignants en refusant de faire passer les E3C tentent de se battre!)

En même temps nous les invitons à œuvrer à la réalisation du front unique des organisations du mouvement ouvrier contre toute répression, pour l'arrêt des poursuites.

La rupture avec le gouvernement est aujourd'hui la condition nécessaire à tout combat effectif pour le retrait de la réforme destruction des retraites en particulier à l'organisation d'une manifestation en masse à l'Assemblée Nationale au moment de sa discussion , ultime possibilité de faire reculer le gouvernement

Le 26 Janvier

www.frontunique.com - Front Unique, 46, rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd. - mel@frontunique.com